



ILS ONT ALLUMÉ LA MÈCHE !

Avant tout un petit rappel chronologique pour mieux appréhender la situation actuelle de la DGSI et plus particulièrement **l'avenir incertain du domaine OPS (ex DPI)** :

2012 - 2015 : mise en œuvre du Plan TRANSFORM 2015 à la DGSI. Gain de productivité de 15 %, réduction des effectifs internes et des investissements, augmentation des prestations externes.

Octobre 2014 : présentation d'un benchmark concernant le domaine OPS à l'initiative de l'Entreprise (contactez-nous pour en obtenir une copie).

Début 2015 : premières déclinaisons du plan PERFORM 2020 à la DGSI. Pour rappel, nous écrivions dans un tract en mai 2015 que **ce plan induirait inévitablement un big-bang social. Hélas, la situation actuelle valide ce scénario !**

Septembre 2015 : le Directeur de la DGSI réunit dans l'urgence les managers OPS (le jeudi 3 septembre 2015 à TLS et le vendredi 4 septembre à VLB).

DIAGNOSTIC DU DIRECTEUR DE LA DGSI (ATTENTION DANGER)

Concernant OPS, notre Directeur considère que la mise en œuvre du Holding marche mal et génère un surcoût inacceptable. Considérant comme possible (ou probable !) une étude d'externalisation de OPS émanant du GEC (*), le Directeur préfère prendre les devants en disposant d'une solution interne de diminution des coûts.

Le Directeur de la DGSI reste ambigu sur l'ampleur des changements à effectuer :

- pas d'estimation du nombre de postes à supprimer.
- des pistes lourdes de conséquences : **pilotage unique, aucun doublon entre sites ou entre compagnies**, etc. Le corollaire étant **des suppressions massives de postes**.
- les centres ne seront pas remis en cause, mais la standardisation et la centralisation des compétences vont les déshabiller. **Attention à la taille critique !**

Les managers OPS de terrain sont invités à se substituer au Commandement qui a été incapable de construire et d'imposer des règles communes au sein de l'IT. **Ils disposent de 6 semaines** pour réaliser ce que les différents Directeurs n'ont pas réussi à faire en 10 ans. Cela est inacceptable et nous nous demandons si cela ne sera pas la **dernière mission de notre Directeur avant son départ ?**

(*) pour rappel le **GEC est l'instance de décisions du Groupe AF-KLM**. Il est présidé par Alexandre de Juniac et définit les orientations du groupe dans le cadre de la stratégie approuvée par le Conseil d'Administration.

RAPPEL DE LA CONCLUSION DE L'AUDIT RÉALISÉ PAR ISG-COMPASS : LE SURCÔÛT D'OPS EST ESTIMÉ À 17 %

Par rapport au référentiel (autres entreprises), le benchmark conclut à un surcoût de 21,5 M€ soit 17 % du budget de 123 M€ alloué à OPS (70 M€ AF + 53 M€ KL). **Le risque est désormais que le GEC se focalise sur ce chiffre.**

Ce chiffre de 17 % n'est pourtant qu'une vue partielle, partielle et purement comptable. Des aspects comme **la QDS, l'existence d'un PRA ou les particularités sociales françaises sont oubliés.**

Quant à la « *phase de réflexion* », comme l'appelle Alain RICHE, ce n'est qu'une entourloupe linguistique. **Les managers OPS sont désormais invités à proposer une nouvelle organisation pour éviter que le GEC ne mette en œuvre l'externalisation des OPS.**

QUE DIT LE DIRECTEUR DU HOLDING IT : CIRCULEZ, TOUT EST NORMAL !

Plus qu'un long discours, retrouvez notre échange entre l'UNSA-AÉRIEN et le Directeur, cela est sans ambiguïté :

Message de l'UNSA AÉRIEN, le 7 septembre 2015 :

Monsieur le Directeur,

En raison des différentes annonces faites ces derniers jours, concernant tout particulièrement OPS, nous considérons indispensable de vous rencontrer très rapidement.

Nous regrettons que les représentants du personnel n'aient pas été informés de l'importante restructuration programmée. Vouloir traiter dans la confidentialité un tel projet est aussi inadmissible que maladroit.

La Direction Générale d'AF et du GROUPE prétend vouloir travailler en concertation avec les organisations syndicales, force est de constater que ce n'est pas le cas au sein de la DGSI.

En regard de ces différentes constatations, vous comprendrez l'urgence que nous accordons à notre demande de rendez-vous. Devant l'importance de la situation et des conséquences que cela peut impliquer pour l'ensemble de l'entreprise, vous comprendrez que l'évolution de l'IT soit traitée au plus haut niveau de notre organisation syndicale.

Réponse du DIRECTEUR DU HOLDING IT, JC LALANNE, le 7 septembre 2015 :

Monsieur

Comme toujours lorsque vous me l'avez demandé, j'accepte bien volontiers de vous rencontrer. Contactez ma secrétaire qui fera le nécessaire avec vous.

Je souhaite cependant préciser qu'**aucune restructuration n'est actuellement programmée.**

Si tel était le cas, et selon nos habitudes de travail mille fois mises en œuvre, nous aurions sollicité les organisations professionnelles dans les règles. De ce fait, je regrette que vous puissiez reprocher à la DGSI quelque maladresse en la matière.

Nous sommes simplement dans une phase active de réflexion, visant à évaluer comment contribuer au mieux à Perform 2020 tout en préparant l'IT AFKL aux défis de demain. Et ceci se fait en impliquant le management et les spécialistes ce qui suppose un minimum d'information à leur niveau. Ni plus, ni moins.

Message UNSA AÉRIEN, le 8 septembre 2015 :

Monsieur le Directeur, tout d'abord, je tiens à vous remercier pour votre réaction rapide.

Cependant, nous regrettons que la "banalité" et le "classicisme" de votre réponse soit en total décalage avec les enjeux actuels.

Soyons clair quant à l'avenir des OPS et, par voie de conséquence, de la DGSI.

Vous affirmez être aujourd'hui « simplement dans une phase active de réflexion ». Demain, vous nous expliquerez qu'il est trop tard et nous nous retrouverons face à un projet inévitable et incontournable.

N'ayant pas les mêmes prérogatives que KLM, nous serons mis devant un fait accompli, quelles que soient nos réserves ou nos propositions alternatives.

Quant au fond, l'avenir de la DGSI est désormais entre les mains du GEC, lui-même influencé par un benchmark concernant les OPS et par la proximité de nombreuses entreprises conseils, avec tous les dangers d'interprétations que cela implique.

En conséquence, nous prenons toutes les dispositions pour obtenir du plus haut niveau de l'entreprise des réponses précises à nos inquiétudes. Chacun sera mis devant ses responsabilités, en toute transparence.

Cet échange montre combien il est difficile d'aborder les problèmes de fond en amont. Lorsque le GEC aura tranché entre vaste restructuration ou externalisation, le CE-DGSI ne sera qu'une chambre d'enregistrement.

LES PROPOSITIONS DE L'UNSA-AÉRIEN

Les discussions au sein de la DGSI ayant montrées leurs limites, nous proposons :

1. AGIR DIRECTEMENT AU NIVEAU DU GEC, SANS PLUS ATTENDRE

Vu l'impact des mesures annoncées pour l'ensemble de la compagnie, nous considérons que le débat ne doit pas se cantonner au seul niveau de l'IT. **Nous agissons avec nos instances centrales, pour obtenir de la Direction Générale des assurances formelles sur l'avenir de l'IT interne. Très clairement, nous sommes à la croisée des chemins.** Nous demandons aux élus du CA de l'entreprise d'organiser une rencontre, en présence des représentants du personnel de la DGSI, avec Monsieur de Juniac sur l'avenir de l'IT.

2. LA MISE EN PLACE D'UNE INTERSYNDICALE À LA DGSI

Il devient urgent et nécessaire d'agir ensemble comme le prévoit la déclaration intersyndicale centrale et la démarche de la totalité des élus représentants les personnels au Conseil d'Administration.

3. CONVOQUER UN CE-DGSI EXCEPTIONNEL SUR CE SUJET, EN PRESENCE DE KLM

Nous proposons la tenue d'une session extraordinaire du CE-DGSI. Nous demandons à la Direction du HOLDING IT d'être présente (rappel : JC Lalanne n'y participe plus) ainsi que le Directeur de l'IT-KLM. Pour notre part nous inviterons des représentants du personnel de KLM.